# Ikéa et les conditions de travail dans le Sud

#### Arnaud Lismond

 $CSCE,\ d'après\ les\ informations\ communiqu\'ees\ par\ Oxfam\ MDM,\ alismond@swing.be$ 

Depuis 2005, Oxfam – Magasins du Monde (MDM) mène une campagne sur le thème : « Ikea : un modèle à démonter », qui tente d'ouvrirun débat public sur la responsabilité sociale de cette multinationale par rapport aux conditions de travail dans sa chaîne de production dans le Sud.

Une entreprise peut-elle tout faire pour produire à bas prix et maximiser ses profits? En Belgique le respect d'un minimum de protection des droits des travailleurs, de leur rémunération et de l'environnement est garanti par notre législation et les conventions collectives de travail. Mais les échanges internationaux permettent de fournir en Belgique des marchandises dont la production a été délocalisée dans d'autres pays, où cet encadrement est minimal.

S'il revient au pouvoir politique et aux organisations syndicales d'imposer une réglementation des échanges commerciaux en sorte de mettre en oeuvre une harmonisation à la hausse des protections environnementales, les opinions publiques ont un rôle de pression important à jouer dans ce processus. Les citoyens peuvent également, même si cela reste marginal, jouer un certain rôle en tant que consommateur en évitant d'acheter les produits des firmes qui ne respectent pas les droits sociaux de leurs travailleurs. C'est à ces niveaux que se place la campagne menée par Oxfam -MDM qui invite, à travers l'exemple d'Ikéa, tout un chacun à « démonter le modèle » et à devenir acteur de changement.

### lkéa un modèle à démonter

En 2005, Ikea atteignait 14,8 milliards d'euros de chiffre d'affaires, était présent dans 33 pays avec 220 magasins qui ont accueilli 410 millions de clients et se fournissait dans 53 pays auprès de 1300 four-

nisseurs. Pour Oxfam MDM, Ikea comme toutes les multinationales, est un acteur important de la mondialisation qu'il faut pousser à utiliser sa marge de manœuvre pour améliorer les conditions de travail et de vie des travailleurs, de ses fournisseurs et des sous-traitants, au Nord comme au Sud.

Selon Oxfam - MDM: « Ikea progresse quand l'opinion publique exprime de nouvelles exigences. En 1994, le scandale du travail des enfants au sein de filière Ikea éclate.

Ikea réagit pour éradiquer le travail des enfants. Fin des années '90, des problèmes environnementaux liés à l'origine du bois sont mis en lumière en Allemagne. Ikea réagit et décide notamment de se fournir partiellement en bois labellisé FSC issu de forêts gérées durablement. Le niveau de conscience sociale et environnementale de Ikea est fonction de celui qu'expriment les consommateurs et de celui qui est imposé par la voie réglementaire. Depuis 2006, Oxfam-Magasins du monde tente d'amener le curseur de

## Revendications d'Oxfam MDM pour les législatives 2007 concernant la responsabilité sociale des entreprises.

Oxfam MDM demande que la Belgique :

- 1. soutienne activement, comme première étape, la proposition de la Commission européenne instaurant l'inscription obligatoire du pays d'origine pour certains produits (dont la filière « mode ») importés de pays tiers à l'Union Européenne<sub>4</sub>.
- 2.prolonge ce règlement européen en exigeant l'obligation de transparence sur l'identification des principaux intervenants dans les filières de production et d'approvisionnement.
- 3.prolonge ce règlement européen en exigeant l'obligation de transparence sur l'identification du fabricant principal.
- (1) Il existe actuellement une proposition de règlement sur l'inscription obligatoire du pays d'origine pour certains produits (dont la filière « mode ») importés de pays tiers à l'Union Européenne. Cette proposition est intéressante car elle constituerait une première obligation de transparence pour les entreprises multinationales et de la grande distribution. Ce règlement est proposé par la Commission Européenne et doit être adopté par le Conseil de l'Union Européenne. Actuellement, la Belgique forme la minorité de blocage avec l'Allemagne, le Danemark, le Royaume-Uni, la Suède, l'Autriche et les Pays-Bas...

la conscience d'Ikea sur la question centrale du minimum vital pour les travailleurs du Sud. »

Oxfam-Magasins du Monde invite dès lors les consommateurs à se manifester auprès d'Ikea pour faire évoluer ses pratiques et demande que Ikea :

- 1. s'engage, comme point de départ, à ce que ses fournisseurs et soustraitants garantissent par contrat aux travailleurs un salaire décent qui atteigne le, minimum vital dans le pays concerné;
- 2. garantisse dans la filière de production le respect du droit d'association, de liberté syndicale et de négociation collective, notamment à propos du code de conduite IWAY d'IKEA;
- 3. modifie ses pratiques d'achat à ses fournisseurs afin de créer les conditions de respect de son propre code de conduite. IKEA ne peut reporter tout le poids de ses engagements sur ses sous-traitants et ses fournisseurs;
- 4. publie la liste de ses fournisseurs et permette un contrôle par un organisme indépendant de la mise en oeuvre de son code de conduite.

Outre le livre Oxfam MDM<sub>1</sub>, a ouvert une campagne de pétition en ligne, multiplie les analyses ciblées, comme celle de la « responsabilité sociale d'Ikea dans sa chaîne de sous-traitance au Bangladesh » (publiée ci-après), les organisations de débats et les interpellations des dirigeants d'IKéa<sub>2</sub>.

### Et au-delà d'Ikéa

« Vous payez dans les pays pauvres les salaires minimaux légaux – qui ne suffisent pas pour vivre. Est-ce éthiquement acceptable, alors que vous vantez votre code de conduite IWAY? » La réponse de Christer Granstrand, Directeur général d'IKEA-Suisse ne nie pas les faits mais renvoie à la responsabilité des Etats et à l'organisation du commerce mondial : « Nous nous fournissons dans 54 pays, où nous veillons à respecter les minimums légaux. Il ne serait pas réaliste qu'une firme, qui doit tourner avec les réalités du marché, ait la responsabilité d'élever ces niveaux. Ces choses évoluent dans ces pays en fonction des rapports sociaux et des progrès économiques,. »

Au-delà d'Ikéa, des différentes sociétés multinationales et des diverses revendications d'Oxfam MDM par rapport à la responsabilité sociale des entreprises (voir encadré p.60), c'est bien la responsabilité des Etats qui est en cause et les décisions qu'ils prennent, avec l'Union européenne, au sein de l'OMC et des différentes instances qui organisent le commerce mondial.

A démonter et à remonter (autrement) d'urgence pour le respect des droits sociaux des travailleurs du Sud et pour les nôtres.

- (1) Olivier Bailly, Denis Lambert, Jean-Marc Caudron, *Ikea: un modèle à démonter*; Luc Pire; 2006 (présentation du livre voir p.66)
- (2) Il est possible de signer la pétition et de trouver l'ensemble des documents relatifs à cette campagne sur leur site www. madeindignity.be
- (3)www.infosud.org/showArticle.php?article=982

### Le modèle social IKEA en Belgique

Le bilan social 2005 déposé par IKEA Belgium à la Banque nationale en dit plus qu'un long discours. La rentabilité brute d'IKEA Belgium fut de 32% en 2005. Rares sont les entreprises qui dégagent autant de profits. Le secret d'IKEA? La stabilité d'emploi, la qualité d'emploi, IKEA ne connaît pas.

706 personnes déclarées à temps plein (soit 1.036.773 heures prestées, pour une moyenne de 1.468 h/an) pour 1.156 à temps partiel (1.057.919 heures prestées pour une moyenne de 915 h/an). Ces 1.156 temps partiels correspondent à 1.354 équivalents temps plein (2.094.692 heures prestées soit une moyenne de 1.547 h/an...) Ce qui suppose énormément d'heures complémentaires prestées par les temps partiels... moins chères que les heures supplémentaires des temps pleins.

Dans la série du modèle social selon IKEA, relevons aussi comme élément très illustratif la rotation de personnel – à comparer aux chiffres ci-dessus-: 889 entrées à temps plein contre 805 sorties ; 3.219 entrées temps partiels contre 2.803 sorties. Ce qui donne en équivalents temps pleins près de 2.747 entrées pour 2.407 sorties. Certes on engage chez IKEA, mais on licencie beaucoup... et la durée moyenne d'un contrat semble très très courte!

Il n'y a pas de petits profits....